

“L’identité des Belges germanophones est une non-identité”¹***Quelques réflexions à propos de publications récentes sur l’histoire de la Communauté germanophone de Belgique***

CHRISTOPH BRÜLL *

Après le 10 mai 1940, un grand panneau ornait le balcon de l’hôtel de ville d’Eupen : “*Führer wir danken dir !*”. En septembre 1944, le même balcon arborait une nouvelle affiche : “*Dank den Alliierten unseren Befreier ! Es lebe Belgien ! Es lebe der König ! Es lebe der Regent !*”. Ces deux clichés qui font partie de la mémoire collective des Belges germanophones reflètent de façon éloquente les trois changements de nationalité vécus par cette population entre 1920 et 1945. Trois décennies plus tard, on institua en 1973 le premier conseil de la Communauté culturelle allemande – un pur produit de la fin de la ‘Belgique de papa’ et de la première révision constitutionnelle. Depuis lors, l’autonomie politique de cette minorité de 70.000 habitants n’a cessé de croître, au point de former aujourd’hui la plus petite entité disposant de compétences législatives dans l’Union européenne².

Parmi les composantes de l’État fédéral belge, la Communauté germanophone

reste pourtant la grande inconnue. Même dans la presse, ce sont souvent les clichés et stéréotypes qui prédominent lors des rares occasions où elle figure dans l’actualité. Dès qu’on évoque son passé, ce constat s’accroît. On ne s’avance pas trop en supposant que même le moment du rattachement de cette région à l’État belge n’est pas connu par la grande majorité du public intéressé par la politique. Les Belges germanophones apparaissent comme “*de laatste Belgen*”, dans le double sens utilisé par le jeune historien flamand Selm Wenselaers dans sa récente synthèse rédigée à leur propos, à savoir qu’ils sont les derniers à être devenus Belges en 1920 et les derniers qui se revendiqueraient encore et toujours d’être en premier lieu des “Belges”³.

Mais cette ignorance du passé touchait aussi jusqu’à il y a peu la population de la région elle-même⁴. Pendant de longues décennies, le passé récent constitua un sujet tabou. Le silence régnait dans toutes

1 L’historien flamand Selm Wenselaers dans une interview avec un grand quotidien flamand. Cf. *De Standaard*, 15-16.11.2008, p. 18-19.

2 Pour un aperçu historique de la région depuis le XIX^e siècle en langue française, qu’il nous soit permis de renvoyer à CHRISTOPH BRÜLL, “Un passé mouvementé. L’histoire de la Communauté germanophone de Belgique”, in KATRIN STANGHERLIN (dir.), *La Communauté germanophone de Belgique – Die Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens*, Bruxelles, 2005, p. 17-47.

3 SELM WENSELAERS, *De laatste Belgen. Een geschiedenis van de Oostkantons*, Anvers, 2008, p. 11.

4 Cf. les résultats d’une enquête sur les connaissances d’élèves sur le passé de leur région : CARLO LEJEUNE, ANDREAS FICKERS & FREDDY CREMER, *Jugend ’98 in guter Gesellschaft? Meinungsbilder aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens*, Büllingen, 1998.

les couches de la population et paraissait être le seul moyen de garantir une paix sociale. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que les deux premiers travaux scientifiques traitant de la période 1918-1945 sont l'œuvre d'étrangers : en 1964, l'Allemand Klaus Pabst analyse la politique belge à l'égard d'Eupen-Malmedy, tandis que le Suisse Martin R. Schärer présente en 1975 une thèse examinant l'annexion du territoire par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale⁵. L'on chercherait en vain de telles monographies du côté belge à la même époque.

Il faut attendre les années 1990 pour voir se multiplier les recherches sur l'histoire de la région. Il s'agit essentiellement de travaux de Carlo Lejeune, Freddy Cremer et Werner Mießen, ainsi que de toute une série de mémoires de licence réalisés dans les universités de Louvain-la-Neuve et de Liège par des étudiants quasi tous originaires d'une commune germanophone⁶. Malgré une grande hostilité, une nouvelle approche d'un passé douloureux et passablement tourmenté com-

mence alors à voir le jour. Les vieilles constructions du passé datant de l'immédiat après-guerre sont brisées et pour une part historicisées⁷. La motivation de ces chercheurs, qui presque tous donnent cours dans l'enseignement secondaire, est claire : ils veulent rendre une dimension historique à l'identité d'une population qui se voit dotée de plus en plus d'autonomie dans le processus de fédéralisation de la Belgique et dont le passé a trop longtemps été tu ou déformé. Se développe ainsi une mémoire savante vraie qui peut enfin affirmer qu'une grande partie de la population a montré des sentiments pro-allemands pendant les années 1920-1945 sans que celui qui pose ce diagnostic soit soupçonné de tendance "*Heim ins Reich* !" ⁸.

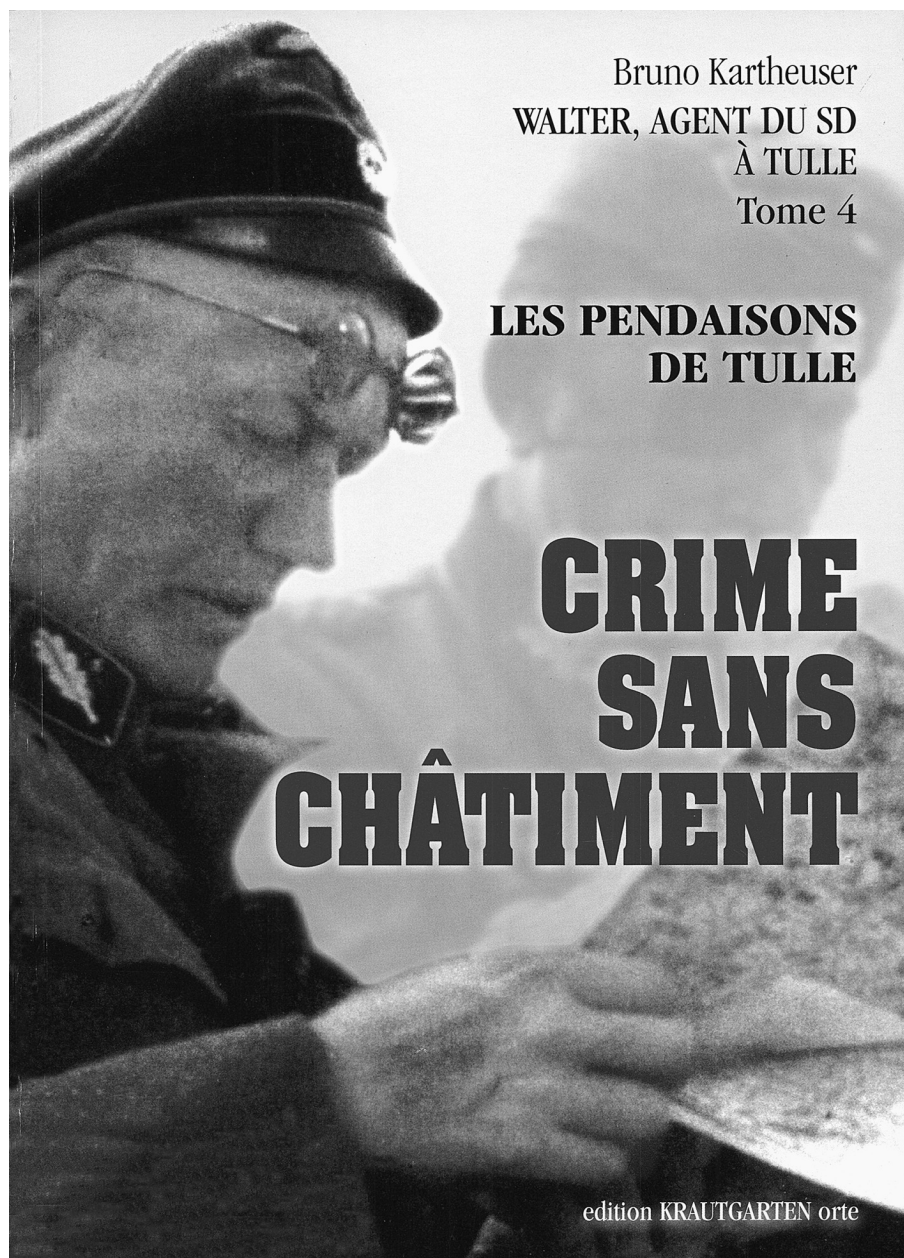
Ces publications constituent des avancées nécessaires et méritoires dans la confrontation au passé en grande partie occulté de la région. Surtout, elles relancent le débat au sein de la population concernée, signalant par là même un changement de génération : la période des contemporains, des témoins directs des événements tou-

5 KLAUS PABST, "Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940", in *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, 1964 (LXXVI), édition spéciale, p. 208-514; MARTIN R. SCHÄRER, *Deutsche Annexionspolitik im Westen. Die Wiedereingliederung Eupen-Malmedys im zweiten Weltkrieg*, 2^e édition, Francfort s.M., 1978. Les deux auteurs connaissaient bien la région : Pabst y avait des liens de parenté et un membre de la famille de Schärer y avait été pasteur protestant. Un autre exemple de la même époque : HEINZ DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes von Eupen-Malmedy an Belgien im Jahre 1920*, Bonn, 1966.

6 CARLO LEJEUNE, *Die deutsch-belgischen Kulturbeziehungen 1925-1980. Wege zur Europäischen Integration ?*, Cologne, 1993; ID. (dir.), *Mut zur eigenen Geschichte. Der 8. Mai 1945 – Anmerkungen zur ostbelgischen Vergangenheit*, Saint-Vith, 1995; FREDDY CREMER & WERNER MIEßEN, *Spuren. Materialien zur Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens. Einführung*, Eupen, 1996.

7 CARLO LEJEUNE, ANDREAS FICKERS & FREDDY CREMER, *Spuren in die Zukunft. Anmerkungen zu einem bewegten Jahrhundert*, Büllingen, 2001.

8 ANDREAS FICKERS, "Gedächtnisopfer. Erinnern und Vergessen in der Vergangenheitspolitik der deutschsprachigen Belger im 20. Jahrhundert", in *Zeitenblicke*, 2004 (III) n° 1, <http://zeitenblicke.historicum.net/2004/01/fickers> [30.03.2009].



- Couverture de *Les pendaisons de Tulle. Crime sans châtiment* (édition Krautgarten, Neundorf, 2008), le dernier livre de Bruno Kartheuser sur le Saint-Vithois Walter Schmal, agent du SD en France occupée et participant aux crimes de guerre de Tulle.

che en effet à sa fin⁹. À l'extérieur de la Communauté germanophone, ce sont surtout les travaux de l'écrivain Bruno Kartheuser qui connaissent un certain écho.

Dans un travail très détaillé qu'il vient d'achever en 2008, Kartheuser, philologue classique de formation, tente de reconstituer le parcours d'un des rares jeunes hommes originaires de la région d'Eupen-Malmedy dont l'implication dans un crime de guerre soit avérée et connue¹⁰. Walter Schmal, un agent du SD en France occupée originaire de Saint-Vith, participe aux pendants de Tulle, un massacre peu connu perpétré par des Allemands en juin 1944. Pour introduire le sujet, Kartheuser publie en 2001 un volume consacré aux années de jeunesse de son protagoniste – les années 1930¹¹. L'objectif est de remettre le parcours de Walter Schmal dans son contexte historique – somme toute une démarche historique élémentaire. Comment un jeune Saint-Vithois a-t-il pu devenir responsable de crimes de guerre ? Voilà une question de départ qui mérite incontestablement une analyse approfondie. Dès sa sortie, ce volume est favorablement accueilli par certains auteurs de comptes rendus¹². Nul doute :

Kartheuser pose la bonne question. Il fait preuve de qualités propres aux chercheurs en intégrant dans son récit une série de nouvelles sources de premier ordre sur les réseaux allemands à Eupen-Malmedy. Mais cela suffit-il pour écrire un livre convaincant ?

L'auteur fait œuvre de documentaliste. Il énumère des faits qu'il décrit dans leurs détails les plus anodins. S'il s'était limité à cela, sa contribution aurait très certainement été la bienvenue. Mais Kartheuser se livre à des polémiques incessantes – souvent cachées dans les notes, il est vrai – contre les travaux existants (surtout de Lejeune) et reproche à leurs auteurs de montrer beaucoup trop d'empathie pour la population locale et les agissements des Allemands. Schmal, le futur meurtrier, n'est-il pas la preuve de l'influence néfaste que les activités des Allemands ont pu avoir sur une adolescence déchirée entre deux nations dans un contexte politique très agité ? Dans une certaine mesure, cela aurait tout de même pu constituer une contribution certes controversée, mais néanmoins enrichissante au débat. Mais les entorses que Kartheuser commet à l'égard des règles de bases de la critique historique et son manque de volonté de trouver des

9 La comparaison avec le cas allemand est ici particulièrement intéressante. Voir NORBERT FREI, "Abschied von der Zeitgenossenschaft. Der Nationalsozialismus und seine Erforschung auf dem Weg in die Geschichte", in ID., *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, Munich, 2005, p. 41-62.

10 BRUNO KARTHEUSER, *Les pendants de Tulle. Crime sans châtement*, Neundorf, 2008 (= *Walter, agent SD à Tulle*, t.4).

11 BRUNO KARTHEUSER, *Les années 30 à Eupen-Malmedy. Regard sur le réseau de la subversion allemande*, Neundorf, 2001 (= *Walter, agent SD à Tulle*, t.1).

12 CLAUDE JAVEAU, "Un nazi ordinaire", in *La Libre Belgique*, 24.5.2002; PAUL DOSTERT, "Reichsdeutsche Subversion. Eupen-Malmedy 1919-1940", in *Forum. Für Politik, Gesellschaft und Kultur*, n° 210, 9.2001, p. 69-70.

explications pour les faits qu'il relate font finalement de son livre plus un pamphlet qu'un travail scientifique.

Certes, il est légitime de faire parler les sources. Il n'est cependant point besoin de rappeler que le contexte d'une source, à savoir la connaissance de son auteur, de ses destinataires, des circonstances de sa production et de son impact, doit être pris en compte dans toute analyse qui se veut historique. Or, c'est ici que Kartheuser se montre particulièrement négligent. Des questionnements remettant en cause (ou clarifiant ?) son argumentation sont négligés : par exemple comment expliquer la faiblesse, voire l'absence de réaction belge à l'égard de la "subversion allemande" ? ou encore, question élémentaire, dans quelle mesure Schmalde est-il réellement représentatif de cette population (par exemple Schmalde poursuit des études de pharmacie, alors qu'une grande partie des jeunes Eupen-Malmédiens reçoit alors tout au plus une instruction de base) ?

Bien qu'il s'en défende (p. 105), Kartheuser est un moraliste qui trop souvent peint les choses en noir et blanc là où le gris aurait été la couleur appropriée. C'est ainsi qu'au fur et à mesure de la lecture se dégage la fâcheuse impression que pour lui tous ceux qui réclament alors le retour à l'Allemagne sont des nazis. Les multiples raisons des sentiments pro-allemands et du nationalisme exacerbé

mis en évidence par la recherche ne semblent pas l'intéresser. Les facteurs sociologiques ou les recherches de la psychologie sociale pour tenter d'expliquer le comportement de groupes humains dans des situations extrêmes ne font pas partie de la boîte à outils de l'auteur. Dès lors, les questions qu'il soulève ne peuvent que rester sans réponse. On suit le parcours de Schmalde comme s'il faisait l'objet d'une démonstration mathématique; dès lors, les tournants et ruptures potentiels ne sont jamais abordés.

Le ton moralisant de l'ouvrage a certainement pu avoir un effet cathartique sur certains lecteurs¹³. Jacques Wynants a écrit à propos d'un autre volume de la série que Kartheuser était "en croisade"¹⁴. En effet, son engagement et son ton apodictique ne tolèrent guère de nuances. Sa vision, celle d'un *out-sider* autoproclamé de l'*establishment* de la Communauté germanophone, est la seule pertinente. Dans son zèle, il semble refuser de prendre en compte que les historiens régionaux qu'il critique si violemment ont déjà soulevé les mêmes questions que lui.

Dans un article, par ailleurs de qualité nettement meilleure que son livre, il évoque les soldats germanophones dans la *Wehrmacht* et leur participation éventuelle à des crimes de guerre sur le front de l'Est¹⁵. Encore une bonne question, mais pourquoi faut-il

13 C'est flagrant chez CLAUDE JAVEAU, *op.cit.*

14 JACQUES WYNANTS, Compte rendu de Bruno Kartheuser, *Les pendaisons de Tulle. Le 9 juin 1944*, Neundorf, 2004 (= *Walter, agent SD à Tulle*, 3), in *CHTP*, n° 16, 2005, p. 315-316.

15 BRUNO KARTHEUSER, "Arthur Nisin, Ein russisches Tagebuch. Der Schriftsteller Arthur Nisin und der Priester Jean Rentgens, Geschichte einer ungewöhnlichen Begegnung", in *Krautgarten. Forum für junge Literatur*, n° 46, 2005, p. 2-16.

sous-entendre qu'il est le premier à la poser – comme s'il ignorait ou oubliait que d'autres ont fait de même avant lui¹⁶.

L'enrôlement de 8.700 jeunes hommes dans la *Wehrmacht* constitue certainement l'événement le plus douloureux de l'histoire récente de la région. Plus de 3.000 d'entre eux ne sont pas revenus¹⁷. La mémoire collective a donné le nom d'"enrôlés de force" à ces recrues (cf. le terme "malgré-nous" pour désigner les soldats de l'Alsace-Lorraine). En réalité, ce terme a ses origines à Bruxelles; il offre à la fin de la Seconde Guerre mondiale la possibilité aux autorités de faire la distinction entre ce groupe et les volontaires (dans cette vision surtout flamands) présents dans les rangs de l'armée allemande. Toutefois, ce néologisme fournit pendant des décennies une sorte d'alibi permettant de faire régner le silence sur le vécu de ces hommes. Le discours à leur égard est dominé par les tentatives – légitimes – des associations d'anciens combattants de recevoir un statut et surtout des indemnités de l'État allemand¹⁸.

L'historiographie scientifique sur le sujet a longtemps laissé le champ libre à des ouvrages destinés au grand public ou édités par des acteurs¹⁹. Et si les travaux de la dernière décennie ont déjà abordé un certain nombre de questions, le premier véritable ouvrage basé sur un dépouillement de sources date de 2008; il est l'œuvre de Peter M. Quadflieg, un jeune historien d'Aix-la-Chapelle²⁰. Cette *Magisterarbeit*, comparable au mémoire de licence belge, examine les modalités de recrutement des soldats d'Eupen-Malmedy dans la *Wehrmacht* et livre en plus une comparaison avec le cas luxembourgeois. Il s'inscrit dans la lignée de travaux initiés à la chaire d'histoire économique et sociale de l'université d'Aix-la-Chapelle, qui s'appuient sur une banque de données comportant les dossiers personnels de soldats de la *Wehrmacht*²¹. Ainsi, l'étude se fonde sur le dépouillement de 684 dossiers personnels de soldats d'Eupen-Malmedy et du Luxembourg.

D'emblée, l'auteur reconnaît que son travail ne sera pas le grand ouvrage de synthèse sur les soldats d'Eupen-Malmedy

16 FREDDY CREMER, "Verschlussache' Geschichte. Über den Umgang mit der eigenen Vergangenheit", in *Spuren die Zukunft...*, p. 9-26, ici p. 23-24.

17 Ces morts n'apparaissent dans aucune statistique sur les victimes belges de la Seconde Guerre mondiale.

18 NICOLAS DEWALD, *L'indemnisation des enrôlés de force dans l'armée allemande*, Liège, mém. lic. en histoire ULg, 2005.

19 L'exemple le plus connu étant les deux volumes comportant des récits d'anciens soldats édités par l'un d'entre eux – l'ancien rédacteur en chef du quotidien eupenois *Grenz-Echo*: HEINRICH TOUSSAINT (°1922), *Verlorene Jahre. Schicksale einer Kriegsgeneration im Grenzland*, t. 1, Eupen, 1987; Id., *Bittere Erfahrungen. Schicksale einer Kriegsgeneration im Grenzland*, t. 2, Eupen, 1987.

20 PETER M. QUADFLIEG, "Zwangssoldaten" und "Ons Jonge". *Eupen-Malmedy und Luxemburg als Rekrutierungsgebiet der deutschen Wehrmacht im Zweiten Weltkrieg*, Aix-la-Chapelle, 2008.

21 Voir CHRISTOPH RASS, "Menschenmaterial". *Deutsche Soldaten an der Ostfront. Innenansichten einer Infanteriedivision 1939-1945*, Paderborn, 2003.

dans l'armée allemande. Son ambition est de dresser l'état de la question et de confronter ces résultats aux informations contenues dans les dossiers personnels. De cette manière, il parvient à décrire et analyser la pratique du recrutement de la *Wehrmacht* dans la région. De plus, il fournit des données chiffrées précieuses sur les convictions politiques des soldats, leur fonction dans la *Wehrmacht*, la durée de leur service de guerre et leur destin. L'objectif n'étant pas de suivre leur parcours sur le front de l'Est et d'écrire l'*Erfahrungsgeschichte* [l'histoire vécue], la question des crimes de guerre n'y est donc pas explicitement abordée.

Après un brillant résumé de la situation politique et sociale à Eupen-Malmedy dans l'Entre-deux-guerres et un tout aussi remarquable aperçu des événements du 10 mai 1940, Quadflieg examine la politique allemande vis-à-vis des jeunes hommes de la région. Le décret du *Führer* du 18 mai 1940 qui signifie l'annexion d'Eupen-Malmedy au *Reich* et le décret administratif du 29 mai 1940 qui fait de même pour dix communes n'ayant jamais été allemandes auparavant, ne règlent pas la question de la nationalité des habitants de la région. Après moultes péripéties, une solution est trouvée le 23 septembre 1941. La nationalité allemande est octroyée aux habitants d'Eupen-Malmedy sans que pour autant leur nationalité belge ne leur soit retirée. Les habitants des dix communes ou ceux originaires de l'extérieur de la région reçoivent un statut

bizarre : ils deviennent des "Allemands sur révocation" [*Deutsche auf Widerruf*]. Le délai de révocation est très vite restreint, mais le régime qui s'applique aux recrues potentielles diffère considérablement selon le statut.

Dès le mois de novembre 1941, les jeunes hommes 'fraîchement' allemands commencent à être enrôlés dans la *Wehrmacht* – pour une partie d'entre eux, c'est déjà le deuxième uniforme qu'ils portent pendant la guerre²². Quadflieg montre comment ce processus est considéré par les autorités allemandes comme une conséquence logique de l'annexion et du règlement de la question de la nationalité des habitants. Il montre surtout aussi que la perception de ces derniers est sensiblement la même.

Au demeurant, Quadflieg détruit un des mythes tenaces de l'après-guerre. Dans la mémoire collective, ces soldats auraient été envoyés sur le front de l'Est sous prétexte qu'on se méfiait d'eux. En réalité, les éléments dont on se méfiait – dans leur grande majorité des Allemands sur révocation (qui, eux, seront enrôlés à partir du début de 1943) – n'étaient justement pas envoyés sur le front mais employés dans des unités de travail ou dans l'organisation Todt. Un autre paradoxe inhérent aux idées reçues avait déjà été relevé par l'auteur de ces lignes : s'il y avait bien un endroit où la *Wehrmacht* avait besoin de chaque homme pendant l'hiver 1941, c'était bien le front de l'Est²³.

22 CHRISTOPH BRÜLL, "Entre méfiance et intégration. Les germanophones dans l'armée belge 1920-1955", in *Cahiers belges d'histoire militaire*, n° 4, 2006, p. 135-166.

23 Voir nos réflexions dans *Idem*, p. 161-163.



- Quelques exemples de soldats belges qui lors de l'invasion allemande, choisirent le camp de la *Wehrmacht*. Anton Kettmus (au-dessus) et Josef Theissen (en dessous), en uniforme belge (à gauche) et allemand (à droite). [Photos archives ZVS (*Geschichtsverein zwischen Venn und Schneifel*), Saint-Vith]

Un de ces sujets mythifiés pour lequel la confrontation scientifique était vraiment nécessaire était celui des réfractaires au service militaire et des déserteurs. Cet argument par excellence pour disculper des individus ou des groupes est bien perceptible à travers le travail de Quadflieg. Si le nombre très élevé de déserteurs des dix communes ne fait aucun doute (même si le taux de 100 % avancé parfois dans certains travaux est largement exagéré, le pourcentage se situant plutôt entre 50 et 60 %), on ne constate pas de grandes différences entre la partie germanophone d'Eupen et de Saint-Vith et la partie francophone (ou wallonophone) du cercle de Malmedy, et ce contrairement à des idées répandues dans la région.

Le cas des dix communes est largement comparable à celui des Luxembourgeois. Le refus de l'annexion allemande et la volonté de résister entraînent des attitudes semblables dans ces deux territoires. Pour la région d'Eupen-Malmedy, le constat est différent, mais net : les autorités allemandes traitent les soldats issus de cette contrée comme les autres et leur comportement ne se distingue en rien de celui des autres membres de la *Wehrmacht*. Les soldats de cette région restent plus longtemps au front et sont plus souvent décorés et promus que les Luxembourgeois. En

somme, les données rassemblées à leur propos sont souvent très proches de celles observées pour les troupes de l'Est en général. Ils sont de 'bons' soldats de la *Wehrmacht* – avec tout ce que cette conclusion peut impliquer.

Si les "enrôlés de force" sont les principales victimes du passé récent des cantons de l'Est, le processus de 'victimisation' de toute une population s'accroît considérablement à l'époque de l'épuration civique et en réponse à celle-ci. Depuis lors, cette tendance est une constante de la confrontation avec le passé récent. L'épuration civique et la politique d'assimilation menée par les autorités belges dans les cantons de l'Est jouent un rôle évident dans la (non-) communication politique et sociale observée jusqu'à nos jours.

Dans une trilogie récemment achevée, l'historien Carlo Lejeune a relevé le grand défi d'écrire l'histoire de l'épuration²⁴. Le résultat en est une vision panoramique des années 1920-1952 dans les communes frontalières. Notre propos n'est pas ici de discuter l'apport de ce travail à l'étude de l'épuration civique dans la Belgique d'après-guerre²⁵, mais de repérer la place de ce travail dans l'historiographie relative à la Communauté germanophone de Belgique.

24 CARLO LEJEUNE, *Die Säuberung*, t. 1 : *Ernüchterung, Befreiung, Ungewissheit (1920-1944)*, Büllingen, 2005; ID., *Die Säuberung*, t. 2 : *Hysterie, Wiedereingliederung, Assimilierung (1945-1952)*, Büllingen, 2007; ID. & KLAUS-DIETER KLAUSER, *Die Säuberung*, t. 3 : *Verdrängte Erinnerungen – 340 Zeitzeugen berichten*, Büllingen, 2008.

25 Cf. KOEN AERTS, "Die Säuberung", in *Bulletin de l'ABHC*, 2007 n° 1, p. 31-33; ID., Recension : *Die Säuberung*, t. 2 : *Hysterie, Wiedereingliederung, Assimilierung (1945-1952)*, in *Bulletin de l'ABHC*, 2008 n° 2, p. 48-50.

Le premier tome raconte la ‘préhistoire’ de l’épuration, en mettant l’accent sur les années 1920 à 1944. L’analyse du changement de nationalité, de la radicalisation du conflit entre les camps pro-belge et pro-allemand, ainsi que des années de guerre en constitue la table des matières. Bien que les différents aspects traités soient connus, il s’agit à ce jour de l’analyse la plus approfondie et la plus dense de cette époque par un auteur originaire de la région.

Le chapitre sur les années de guerre réserve un point fort aux spécialistes : l’étude de la réaction du gouvernement belge à l’annexion du territoire par l’Allemagne. Luc De Vos et Thibaut Vandamme avaient déjà fait remarquer que les ‘Londoniens’ semblaient avoir accepté tacitement cette annexion en 1940²⁶. Mais pendant de longues années, et sur base d’une source d’après guerre, les historiens pensaient avoir relevé une protestation tardive (en 1943) du gouvernement belge par la voix du Premier ministre Pierlot. Cependant, à la suite de Jacques Wynants²⁷, Lejeune arrive à montrer qu’il s’agit là d’une légende. À travers une argumentation très dense et bien documentée, il prouve de manière indubitable qu’il n’existe aucune réaction gouvernementale à cette annexion pendant les années de guerre²⁸. Le retour

aux frontières d’avant le 10 mai 1940 n’est exigé que dans un mémorandum reprenant les revendications belges dans l’attente de la libération, soumis par le gouvernement à l’*European Advisory Council* le 26 août 1944²⁹.

La présentation de l’ensemble complexe de l’épuration civique débute par les semaines de la Libération et les activités de l’Armée blanche. Les exactions de ses membres qui profitent de l’absence de toute autorité politique à l’automne 1944, se sont gravées dans la mémoire des intéressés. Il s’agit d’un véritable règlement de comptes, souvent commis par des gens qui n’ont aucune connaissance de la situation particulière de la région. Lorsque le gouvernement arrive à reprendre la situation en mains et à envoyer des agents de la Sécurité de l’État sur place, le même problème, aggravé par la non-maîtrise de l’allemand, se pose très souvent.

La perception complètement déformée des autorités belges sur les cantons de l’Est se traduit rapidement dans les décisions gouvernementales. Le refus catégorique de reconnaître à la région une situation particulière – l’annexion par le *Reich* – mène à une vague de poursuites judiciaires pour incivisme : un habitant sur quatre est poursuivi et le pourcentage de condamnés

26 LUC DE VOS & THIBAUT VANDAMME, “Der Verzicht Belgiens auf die Ostkantone im Jahr 1940”, in *Zwischen Venn und Schneifel*, 1995 n° 7, p. 119-122.

27 JACQUES WYNANTS, “Les autorités belges et la situation des Cantons de l’Est 1940-1944”, in *Bulletin d’information du Centre liégeois d’histoire et d’archéologie militaires*, 3.2004 (IX) n° 1, p. 15-26

28 CARLO LEJEUNE, *Die Säuberung*, t. 1, *op.cit.*, p. 63-75.

29 Voir CHRISTOPH BRÜLL, *Belgien im Nachkriegsdeutschland. Besatzung, Annäherung, Ausgleich (1944-1958)*, Essen, à paraître à l’automne 2009 (publication issue de la thèse de doctorat défendue à l’université d’Éna en 2008).

est quatre fois plus élevé qu'à l'intérieur du pays (2,41 %). En outre, deux mesures ont des conséquences majeures pour la population : en juin 1945, un arrêté royal prévoit de pouvoir retirer la nationalité belge et ce uniquement pour les habitants de la région, et au printemps 1946, plus de 50 % des Eupenois ne peuvent participer aux élections communales pour cause de soupçon d'incivisme. Ces faits étaient connus depuis longtemps. Dans le deuxième tome, Lejeune se livre à une description détaillée des mécanismes de l'épuration civique. Il décrit notamment son évolution : la phase des poursuites et jugements très durs jusqu'en 1947, la réorganisation des auditorats militaires, les peines de moins en moins sévères et, finalement, les révisions qui occupent les tribunaux jusqu'au début des années 1950.

Mais ce qui fait la force de ce tome, c'est incontestablement la mise en exergue des stratégies politiques et sociales des différents acteurs. On comprend pour la première fois pourquoi une grande partie de la population a tiré comme leçon de la guerre et de l'épuration que l'engagement politique, voire même social, est décidément très (trop) dangereux et dès lors pourquoi jusque dans les années 1960, l'abstention est le vote le plus populaire derrière celui pour le CSP-PSC.

Dans la conception de ces deux premiers volumes, Lejeune postule deux choses. Primo, les souffrances engendrées par

l'épuration civique ne peuvent être défalquées à celles provoquées par le nazisme. Rien ne serait plus faux que de confondre causes et effets. Secundo, il est persuadé que les générations actuelles auraient les mêmes difficultés à réussir l'examen que l'histoire a fait passer à leurs parents, grands-parents et arrière-grands-parents. C'est surtout ce deuxième postulat qui pose problème à certains moments. Outre l'objection de principe qu'au moins nous savons aujourd'hui comment nous aurions dû nous comporter³⁰, le résultat en est une argumentation très didactique qui court à certains moments le danger d'être trop engagée.

Lejeune fait parler les sources; des citations très longues (les textes français traduits se trouvent en note) en sont la preuve. Heureusement, il remet en contexte et explique. Les jugements sont nets, mais prudents. Il produit une argumentation qui, même si on ne la suit pas toujours, permet une confrontation. Et, ce qui n'est pas la moindre des qualités, le travail invite à se poser des questions et ouvre de nouvelles perspectives de recherche. Citons à titre d'exemples la question de la cohésion, de la paix sociale pendant les années 1950 ou, très clairement, celle de la vie politique des années 1950 à 1970 qui n'a pas encore fait l'objet de travaux basés sur l'ensemble des sources disponibles.

On ne peut assez souligner, en outre, que le travail de Lejeune permet une approche très instructive du problème de la formation

30 NORBERT FREI, "1945 und wir. Die Gegenwart der Vergangenheit", in *Id.*, *1945 und wir...*, p. 7-22, ici p. 10.

de la mémoire véhiculée et culturelle en Communauté germanophone de Belgique. Ainsi, l'épuration civique a pu servir pendant très longtemps comme argument pour ne pas remettre en question les comportements des années 1920 à 1945. C'est sur ce point que la tendance à se considérer comme des 'victimes' est la plus flagrante³¹.

Dans cette optique, le dernier tome de l'œuvre de Lejeune était particulièrement attendu. L'auteur y avait promis de faire parler les témoins dans le souci de confronter leur vécu aux sources souvent très sobres et peu émotionnelles qui avaient formé l'essentiel des deux tomes précédents. Pendant plus de deux ans, Lejeune, des membres de la société d'histoire de Saint-Vith et des élèves ont ainsi réalisé 340 interviews. Si le temps de la mémoire 'refoulée' semblait révolu – des silences furent rompus –, c'est aussi parce que les éditeurs assuraient l'anonymat aux interviewés.

L'utilisation des méthodes de l'*oral history* a paru la seule possibilité de saisir la dernière chance de faire parler les concernés. Dans leur introduction, Lejeune et le président de la société d'histoire de Saint-Vith ne cachent pas les nombreuses difficultés, inhérentes à toute utilisation de la source orale mais aussi à leur sujet, rencontrées par leur entreprise.

L'organisation de ce troisième tome est très inhabituelle. On n'y trouve pas un récit analytique de l'épuration sur base des interviews³², mais un véritable caléidoscope du passé des Belges germanophones. La structure est rigoureusement thématique. Pour chaque sujet, les auteurs effectuent une brève remise en contexte, avant de présenter des extraits d'interviews sous forme de citations. Une courte présentation permet de connaître l'âge de l'interviewé, son sexe, la date de la réalisation de l'entretien et la composition du groupe des intervieweurs. L'ouvrage peut donc certainement être considéré comme un livre de lecture qui permet de plonger dans ces témoignages, de saisir l'ambiance des événements relatés et de donner ainsi à la période de l'épuration civique un certain relief émotionnel. D'un point de vue scientifique, le constat est tout aussi positif, même si la structure choisie nécessite un certain effort de la part de l'utilisateur. En effet, une citation n'est utilisable que si l'on se rappelle constamment les données de production. De plus, le choix des citations est entre les mains des éditeurs et leurs critères de sélection ne sont pas toujours clairs. Par contre, l'approche thématique permet des comparaisons éloquentes entre les différents témoignages. Ne citons qu'un exemple : l'ouvrage aborde la question classique de savoir si les habitants d'Eupen-Malmedy étaient au courant de

31 Voir les réflexions de Freddy Cremer dans CARLO LEJEUNE & KLAUS-DIETER KLAUSER, *Die Säuberung*, t. 3, *op.cit.*, p. 330.

32 Voir l'ouvrage devenu classique de HARALD WELZER e.a. (dir.), "Opa war kein Nazi." *Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*, Francfort s.M., 2002.

l'existence des camps d'extermination. Les réponses sont surprenantes dans leurs contradictions, mais aussi dans le mélange entre récit de faits et interprétation rétrospective. Une véritable mine d'or pour de futures recherches historiques.

Pour qui veut comprendre le passé mouvementé des Belges germanophones tiraillés entre deux patries, *Die Säuberungen* est un travail incontournable. L'œuvre de Lejeune a connu une réception assez large en Communauté germanophone même, mais également auprès d'un certain public académique allemand³³. Car il permet la comparaison avec des régions placées dans des situations analogues. Ceci dit, un regard extérieur sur le passé des Belges germanophones fait cruellement défaut. C'est pourquoi la parution de l'ouvrage de l'historien flamand Selm Wenselaers est particulièrement bienvenue. Sur base de son mémoire de licence sur le nationalisme à Eupen-Malmedy dans l'Entre-deux-guerres, réalisé à l'université d'Anvers, il propose à un public très large une synthèse du passé des cantons de l'Est³⁴. Et de ce point de vue, cette entreprise est, dans une large mesure, une réussite. Le style est vif et léger, l'auteur n'hésite pas à prendre position. Malheureusement, l'ouvrage ne comporte pas d'apparat critique et la bibliographie proposée à la fin du livre est un peu trop sommaire – sans doute une concession dans le cadre d'un ouvrage de vulgarisation.

L'auteur évoque un "passé étonnant", mais aussi une région qui "peut donner une forme à l'Europe de demain". La partie historique commence par un aperçu très clair des revendications belges au lendemain de la Grande Guerre et des négociations en vue du traité de Versailles. Les comparaisons avec d'autres régions, en particulier avec l'Alsace-Lorraine, sont très heureuses, même si Wenselaers aurait pu davantage souligner les différences entre les deux territoires que l'Allemagne dut céder à la suite du règlement de la paix.

Son interprétation de la région comme un carrefour de l'histoire de l'Europe occidentale se remarque également dans un long chapitre consacré au territoire de Moresnet-Neutre (aujourd'hui La Calamine) qui forma une entité neutre entre la Belgique et l'Allemagne tout au long du 19^e siècle. Il y insiste plus spécifiquement sur les tentatives d'y instaurer l'espéranto comme langue de carrefour.

Le parcours se poursuit par l'évocation du gouvernement transitoire du lieutenant-général baron Baltia qui fonctionna pendant cinq ans dans la région pour organiser le rattachement définitif à l'État belge. Les chapitres consacrés à la radicalisation du conflit entre pro-Belges et pro-Allemands sont très instructifs, notamment parce que l'auteur y introduit des citations de sources qui figurent rarement dans les travaux des historiens.

33 JOHANNES KOLL, compte rendu de CARLO LEJEUNE, *Die Säuberung*, t. 1, *op.cit.*, in *Historische Zeitschrift*, t. 286, 4.2008, p. 539-540. NINA BURKHARD, compte rendu de CARLO LEJEUNE, *Die Säuberung*, 3 vol., <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/id=12216&count=7808&recno=2&type=rezbuecher&sort=datum&order=down> [8.6.2009].

34 SELM WENSELAERS, *De laatste Belgen...*

Même si une synthèse se doit à certains moments d'opérer des choix, il est regrettable que Wenselaers n'évoque pas le sort des soldats germanophones dans l'armée belge pendant la 'drôle de guerre'. En effet, l'état-major général de l'armée donna en 1940 l'ordre de retirer une grande partie de ces soldats de leurs unités régulières pour les verser dans les troupes auxiliaires d'armée, une mesure vigoureusement critiquée par le gouvernement qui la jugea contraire à sa politique d'assimilation dans la région. De plus, elle incita plus d'un de ces jeunes hommes à désertre pour gagner l'Allemagne. Certains s'engagèrent dans le bataillon Brandenburg qui joua un rôle important dans l'invasion belge du 10 mai 1940³⁵. À propos des soldats 'enrôlés de force' dans la *Wehrmacht*, Wenselaers reste trop proche du langage des sources et ne s'interroge pas sur la valeur du terme; on peut aussi lui reprocher de reprendre le vieux mythe des "miliciens peu sûrs" envoyés sur le front de l'Est.

Les chapitres sur les années d'après guerre sont très solides. Ils offrent un bon survol de l'épuration, de la politique d'assimilation menée par le commissaire d'arrondissement adjoint, Henri Hoen, de la formulation des premières revendications et du chemin vers l'autonomie. Wenselaers souligne à juste titre le rôle prépondérant du CSP-PSC et analyse le fonctionnement des médias pour ce qui a trait à la communication politique et sociale.

En plein milieu de cette partie historique, Wenselaers consacre un chapitre à la "*verdrongen geschiedenis*". Plus cette analyse avance dans le temps, moins elle est convaincante. L'auteur se base essentiellement sur le jugement du directeur des archives de l'État à Eupen pour opposer les deux thèses principales : Lejeune raconterait exclusivement une histoire de victimes, Kartheuser une histoire de criminels de guerre potentiels. Alfred Minke reproche à ces auteurs de prendre trop ouvertement position. Wenselaers oublie cependant de placer les déclarations du spécialiste de l'histoire ecclésiastique et régionale qu'est Minke dans un contexte plus vaste, en l'occurrence le conflit méthodologique entre l'histoire ancienne et celle du temps présent³⁶.

Le chapitre consacré à l'identité constitue avant tout une tentative – marquée par la sympathie – de décrypter un certain nombre de clichés concernant les Belges germanophones. Wenselaers ne semble pas intéressé par des aspects plus théoriques du concept identitaire. Son résultat est clair : les Belges germanophones ne sont ni des Wallons, ni des Allemands. Il ne traite pas de l'aspect problématique d'une telle identité, basée sur l'opposition à d'autres, ni même du thème du repli identitaire. L'identité des Belges germanophones serait une non-identité, et c'est probablement la raison pour laquelle l'historien se mue à la fin de son exposé en prophète et expose différentes hypothèses relatives

35 CHRISTOPH BRÜLL, "Entre méfiance...", p. 151-158; PETER M. QUADFLIEG, "Zwangssoldaten...", p. 34-41.

36 Voir FREDDY CREMER, "Verschlussache...", p. 17.



• Drapeaux nazis et saluts hitlériens lors de l'entrée allemande dans les cantons de l'Est en mai 1940.
(Photo CEGES n° 12768)

au sort du territoire au cas où la Belgique prendrait fin.

En résumé, le livre de Wenselaers est un plaidoyer pour que la Communauté germanophone serve de trait d'union entre la Belgique et l'Allemagne dans l'Europe du XXI^e siècle, rôle que le passé et ses affrontements l'ont souvent empêchée de jouer. Seules les évolutions les plus récentes ont permis un changement de perspectives.

Pour l'historien, ces changements du présent conditionnent la manière dont il interroge le passé. Le plus grand danger serait cependant d'écrire une histoire de compensations qui verrait dans une auto-

nomie positivement perçue une justice historique pour les évolutions de la première moitié du XX^e siècle. Il serait beaucoup plus fructueux d'analyser dans quelles conditions des sentiments nationaux sont capables de connaître des mutations.

Si l'on considère le passé le plus récent, une remise dans le contexte des négociations entre Flamands et Wallons s'impose, s'intéressant aux marges de manœuvre des hommes politiques de région de langue allemande. Ainsi, la Communauté germanophone obtiendrait-elle peut-être un jour une petite place dans les synthèses consacrées à l'histoire de la Belgique ou de l'État fédéral³⁷.

37 Voir BENOÎT MAJERUS, "Eupen-Malmédy. Of een ambivalent expansiegebied", in Jo TOLLEBEEK e.a. (dir.), *België. Een parcours van herinnering. Plaatsen van geschiedenis en expansie*, Amsterdam, 2008, p. 349-359.

Ces lignes constituent finalement un appel à la communauté scientifique. Elles invitent à découvrir le passé d'une petite région frontalière dont l'historiographie n'a certainement pas encore tout révélé. Le regard de l'extérieur et le changement de perspectives qu'il implique sont donc particulièrement bienvenus.

* CHRISTOPH BRÜLL (°1979) est docteur en histoire contemporaine de la *Friedrich-Schiller Universität* d'Iéna. Il est actuellement enseignant dans un projet d'immersion linguistique. Ses centres d'intérêt scientifiques portent sur les relations belgo-allemandes, l'intégration européenne, l'histoire de la mémoire et celle de l'historiographie allemande. Sa thèse *Belgien im Nachkriegsdeutschland. Besatzung, Annäherung, Ausgleich (1944-1958)* sera publiée d'ici la fin 2009 aux éditions Klartext-Verlag, Essen (Allemagne).